

	<b>Région Nord Pas de Calais - Picardie</b>	<b>Direction départementale des territoires et de la mer du Nord</b>
<b>UNION EUROPÉENNE</b>  FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL		
<p>Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)</p> <p><b>Notice spécifique de la mesure</b></p> <p><b>« Restauration et entretien de mares prairiales »</b></p> <p><b>NC_AVB5_PE01</b></p> <p><b>du territoire « Enjeu Biodiversité Avesnois »</b></p> <p>Campagne 2015 - 2016</p>		

Opération(s) mobilisée(s) : LINEA07

## 1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.

Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

- La biodiversité :
  - De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc **refuge, lieu de reproduction, d'alimentation** et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
  - L'existence des **réseaux de mares** est cruciale pour le maintien des **métapopulations** de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des **continuités écologiques (trame verte et bleue)** indispensables à la faune et à la flore.
- L'eau :
  - En tant que zones humides, les mares accomplissent des **fonctions régulatrices de l'eau** : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
  - De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un **rôle épurateur** en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.
- Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle **productivité primaire** propre aux écosystèmes aquatiques.

## 2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 149,16 € par mare engagée** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

## 3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

### 3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « NC\_AVB5\_PE01 » n'est à vérifier.

### 3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « NC\_AVB5\_PE01 » **les mares et plans d'eau** de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinancier au niveau de la mesure.

Seules les mares et plans d'eau présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicoles peuvent faire l'objet d'un financement par cette mesure. La restauration de mares et plans d'eau dont la finalité serait piscicole ne sont pas éligibles.

Les mares et plans d'eau éligibles à la mesure « NC\_AVB5\_PE01 » doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- utilisées ou non pour l'abreuvement du bétail, à vocation paysagère ou agricole,
- d'une taille minimale de 10m<sup>2</sup> (0,1 are),
- d'une taille maximale de 1000m<sup>2</sup> (10 ares),
- d'une profondeur inférieure à 2 mètres,
- Les mares de chasse (comportant une hutte de chasse) et les parcs à canard ne sont pas éligibles.

## 4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Il n'y a pas de critères de sélection spécifiques à cette mesure.

## 5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Pour les contractualisations 2015, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Pour les contractualisations 2016, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « NC\_AVB5\_PE01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

**ATTENTION** : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

*Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.*

Obligations du cahier des charges  à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé <b>Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.</b>	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période du 15 août au 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats.  Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

**ATTENTION** : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de**

## 6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

A minima, le **cahier d'enregistrement des interventions** devra porter, pour chacun des éléments engagés, sur les points suivants :

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, n° d'élément, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces),
- Type d'intervention, localisation, date(s), matériel utilisé.

Vous devez **faire établir un plan de gestion des mares et plans d'eau** que vous souhaitez engager.

Le plan de gestion précise, vos obligations. Il sera établi par une structure agréée (Parc Naturel Régional de l'Avesnois), sur la base d'un diagnostic initial des éléments engagés :

- Les modalités éventuelles de débroussaillage préalable, lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare,
- Les modalités de curage et les modalités d'épandage des produits extraits. Il sera demandé d'éviter le régalage des berges et privilégier l'export des résidus de curage, surtout sur les prairies patrimoniales,
- Les dates d'intervention en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens : **entre le 15 août et le 31 octobre,**
- 5 interventions seront demandées sur les 5 années du contrat,
- La nécessité de créer ou d'agrandir une pente douce (inférieure à 45°) **au cours de la 1ère année du contrat,**
- **Le curage sera à réaliser dans les 2 premières années de contractualisation de cette mesure entre le 15 août et le 31 octobre,**
- La possibilité ou l'interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées),
- Les modalités d'entretien de la végétation aquatique et ripicole à des dates et suivant les une périodicité à définir, dans la période du 15 août au 30 octobre (réalisation possible par un tiers sur 3 ans),
- Méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.). Liste des espèces envahissantes visées : Myriophylle du Brésil, Jussie, Pistia stratiotes, etc. Description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants est interdit), période de destruction, outils à utiliser : à définir dans le plan de gestion,
- Dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare ou du plan d'eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur d'accès autorisé). Pour limiter cet accès, pose de clôtures à au moins 1,5 m du bord de la mare ou du plan d'eau,
- Absence d'empoisonnement,
- Absence d'apport d'animaux et/ou de végétaux allochtones,

- Interdiction d'épandre des produits phytosanitaires et des fertilisants à moins de 5 m.

Variable locale :

p6 = 3